

Le Grand débat : La transition écologique

Réunion du samedi 9 février 2019

Pour introduire le débat, nous pouvons constater que les problèmes écologiques actuels : désertification, réchauffement ont une incidence grave sur la production agricole. L'urgence climatique devient évidente au niveau des scientifiques. La France se prétend à la pointe, mais en réalité on oppose l'économie à l'écologie. Les mesures à prendre entrent trop en contradiction avec les intérêts économiques de certains lobbies.

La voiture électrique prônée actuellement est une hérésie polluante dans sa production et son recyclage et elle est énergivore car elle nécessiterait à l'avenir la création d'au moins 3 centrales nucléaires supplémentaires.

La solution par le GNV (gaz naturel pour véhicule) n'a pas été suffisamment étudiée. Pourquoi en France vante-t-on tant la voiture électrique alors qu'il faudrait renforcer le parc nucléaire pour pouvoir obtenir l'électricité suffisante à son développement ? L'exploitation de l'hydrogène demanderait aussi des dépenses en électricité complémentaires mais il y a globalement peu de recherches sur le sujet. On voit bien que sur la question énergétique il y a des lobbies à l'œuvre et cela ne résout rien.

Il faudrait pouvoir **diminuer le parc des voitures individuelles et développer les transports en commun**. Mais le développement de ces derniers est plutôt freiné et les lacunes sont particulièrement ressenties dans les régions rurales.

L'État ne veut pas financer et les Régions non plus. Il faudrait redéfinir les missions de l'État et celles de Régions et rediscuter les masses monétaires qui leur sont attribuées. On pourrait dégager une masse monétaire importante en diminuant l'épaisseur du « mille feuilles » administratif entre État, Régions et responsables locaux et dont le coût global a été estimé à 120 milliards d'euros. Les régions ont embauché en masse, mais pas au bon endroit. Au lieu de développer les interfaces avec le public, ce sont des emplois administratifs qui ont été créés. Il faut redonner de l'autonomie aux Régions. Et accepter que les localités aient davantage de responsabilités pour gérer leurs espaces.

Des exemples sont donnés : Les habitants de l'île de Sein ont un projet de parc éolien qui leur permettrait de gérer leur énergie en autonomie et c'est l'EDF qui s'y oppose.

Un projet pour construire un parc d'éoliennes entre la vallée de Saurat et les vallées voisines ne parvient pas à aboutir à une étude complète de faisabilité. Il faudrait pour cela l'accord de l'ONF.

Un échange s'instaure autour **de l'hydro-électricité. Ce mode d'énergie serait vraisemblablement à privilégier dans notre Région**. Il existe des projets d'initiative locale. Par exemple un maire a lancé dans sa commune la construction de mini-turbines en prise sur les conduites de descente d'eau de la montagne afin de produire une partie de l'électricité. Du côté de Serre-Chevalier il existe des équipements avec ce système. Il est possible de chercher des solutions alternatives proches qui conviendraient dans la configuration géographique de vallées de montagne. Il faut se rappeler qu'il y a moins de 100 ans ici tout fonctionnait grâce à l'hydro-électricité.

Quoi que nous décidions, il faut choisir une solution adaptée, donc forcément locale, et arrêter le gaspillage qui consiste à vouloir uniformiser toute la France.

Il faut échapper aux lobbies même en ce qui concerne l'éolien.

Cela dit, il faut prendre en compte que des interconnexions sont gérées au niveau européen (il existe des interconnexions d'un pays à l'autre). Il n'y a pas de vision à long terme sur le mix énergétique qu'on cherche à atteindre. Il y a cependant un certain nombre de techniques basées sur le concept de « smart-grid » qui permettent d'intégrer de manière très aisée des micro-réseaux d'énergie renouvelable dans les réseaux principaux et d'ajuster de manière dynamique la production et la consommation d'énergie. Il est donc important que les collectivités locales puissent avoir la maîtrise des choix à leur niveau, or aucune région n'est capable de définir sa politique énergétique à long terme.

Nous souhaiterions que les projets locaux puissent être financés au moins dans leur faisabilité. Ce qui n'est pas le cas actuellement. Pour exemple un projet d'étude d'une mini-centrale hydroélectrique à Toulouse auquel aucune suite n'a pu être apportée. À Saurat un projet de ce type a été un moment envisagé sur La Doule. On peut citer aussi des projets par des particuliers.

Un participant soulève le fait que nous limitons la discussion de la « transition écologique » à la production de l'énergie, mais il faut aussi penser à ce que signifie « pouvoir vivre » pour tous. Cela passe par des volontés locales. On a parlé de lobbies, mais il faut revoir notre système productif. Il faut reprendre le pouvoir à la base. Nous ne sommes pas dans un système dont nous sommes tous victimes. Le problème principal est celui de l'éducation.

Je questionne notre modèle agricole, dit un participant, Comment sortir des pesticides ? Il y a tellement de conséquences pour les agriculteurs et aucune incitation à modifier leur système de fonctionnement pour aller par exemple vers la « permaculture », la culture bio... **Pratiquer le maraîchage et une agriculture paysanne permettraient de gagner en nombre d'emplois et serait plus avantageux économiquement que la culture industrielle des céréales.**

C'est la façon de faire qu'il faut remettre en question par l'éducation et la formation des agriculteurs Mais la FNSEA a sa doctrine et prône son mode productiviste.

Quel pouvoir avons-nous ? En tant que consommateurs, un pouvoir certain. Si on peut en juger par le développement des rayons bio dans les magasins alimentaires. Le consommateur a décidé de consommer bio et les producteurs se sont adaptés.

Comment la transmission peut-elle se faire plus précocement ? Comment concerner les jeunes dès la naissance ? Il y a 5 ans, au début des marches pour le climat, il n'y avait pas autant de jeunes qu'aujourd'hui. Les jeunes sont en train d'inverser la tendance. Comment accompagner cette génération à qui nous léguons cette terre endommagée ? Comment changer les comportements ? Il existe déjà des chartes à présenter aux associations. Quelle en est l'efficacité ?

Au niveau du gouvernement il y a des discours et des faits qui vont à l'encontre des discours.

Exemple de la déviation imposée à Strasbourg contre les recommandations écologiques mises en place.

Il y a une désertification des centres villes alors qu'il suffit d'aller à Saverdun pour constater l'édification d'un grand centre commercial confiée à Auchan sur de bonnes terres agricoles à 2 km du centre-ville. Pour respecter le bilan global du quota de terres agricoles, on va rogner des autorisations de construire dans les petits villages.

Sur les seuls espaces verts entre Roissy et Paris on construit un immense centre commercial Europa City et le très controversé projet de liaison rapide entre Roissy-Charles-de-Gaulle et la Gare du Nord. Plus près de chez nous, le projet de réouverture de la mine de Salau pose aussi des tas de questions sur son empreinte environnementale. En Guyane le projet d'ouverture d'une énorme mine d'or est cours. En Polynésie on préfère importer du carburant (ce qui enrichit certains notables) plutôt que d'utiliser les richesses naturelles de l'île (huile de coprah).

Damien Carême, le maire de Grande-Synthe près de Dunkerque a mis en place une politique de constructions à énergie positive (la sociale écologie). C'est ce type d'exemple que nous souhaiterions voir suivre. Il y a des communes qui cherchent à avoir ce pouvoir.

En ville il n'y a pas d'intérêt à avoir une voiture, mais malheureusement il y a des fermetures de lignes de transport dans les départements d'une ville à l'autre. Il faudrait réactualiser le réseau ferroviaire.

Les états généraux du rail ont préconisé de favoriser le ferroulage. Ces décisions ne sont pas appliquées.

En France, il est difficile de dépasser le côté matérialiste qui consiste à posséder un véhicule en bien propre. Dans les pays nordiques, la solution trouvée est différente. Il existe des parcs mis à disposition des particuliers. Le véhicule est une propriété commune. En France, les essais de ce type ne sont pas concluants. On ne prend pas soin des affaires qui ne sont pas à soi ! Encore un problème lié à l'éducation.

En ce qui concerne le transport des marchandises, qui sont les pollueurs ? Que faudrait-il modifier pour rendre le ferroulage plus performant ? Pourquoi favorise-t-on les camions sur les routes ? Ils endommagent le réseau, génèrent parfois des accidents. De plus les transporteurs ne parviennent plus à rentabiliser leurs entreprises. Il est à déplorer qu'il n'existe pas de politique européenne commune. Il y aurait un effort à faire à ce niveau.

Que dire du transport par mer ? Un supertanker pollue autant que 5 millions de véhicules. Il existe des travaux sur l'ingénierie des transports. Y a-t-il une volonté de ne pas les utiliser ? Si on n'arrive pas à se discipliner on arrivera peut-être à des solutions aussi contraignantes que celles qui existent en Chine (permis à points sociaux).

En ce qui concerne la politique de gestion des déchets, on peut aussi constater un manque de civisme certain des administrés comme en témoignent l'absence de tri aux points de ramassage du village. Le SMECTOM dit vouloir prendre des mesures punitives et installer des caméras aux points chauds.

Cela confirme l'idée que l'éducation commence à la maison. Il faut faire un travail sur le respect de l'environnement.

L'idée est émise de faire sur la commune des jardins partagés qui seraient un moyen agréable et positif de contribuer à l'éducation. Les compétences seraient échangées et cela créerait du

lien. Ce projet semble tout à fait réalisable et des emplacements déjà identifiés conviendraient. Affaire à suivre...

En ce qui concerne les différents modes de chauffage individuel à préconiser dans la commune, la géothermie est évoquée. Cela ne peut se faire qu'avec des investissements régionaux, mais on pourrait imaginer un plan de financement pour ce genre de projet.

En ce qui concerne le chauffage au bois, c'est la solution ici car tout le monde pratiquement en possède ou peut s'en procurer à proximité. Il existe des techniques pour limiter la pollution même sur des cheminées particulières.

La méthanisation n'est pas encore au point car il existe des déchets après utilisation qu'on ne sait pas gérer.

Dans la région parisienne il existe depuis 40 ans dans certaines communes des systèmes de chauffage par réseau de chaleur.

En conclusion, après l'évocation de ces différents exemples il semble qu'il faille laisser plus de possibilités aux communautés locales de décider de choix spécifiques à leur environnement, sans vouloir à tout prix faire redescendre une seule solution valable pour tout le monde qui ne tiendrait pas compte des particularités environnementales économiques et géographiques. Il faut en venir à des choix locaux en fonction de besoins locaux. Des exemples positifs existent comme aux îles Canaries où l'eau de mer est pompée grâce à des éoliennes et on utilise ensuite la gravité de la chute d'eau pour fabriquer l'électricité. Il faut laisser la décision aux politiques locaux.

Nous sommes d'accord pour dire que le Parlement européen fait du bon travail, mais malheureusement c'est la Commission européenne (c'est-à-dire les gouvernements) qui décide et qui malheureusement est sous l'influence des lobbies.

Il faut récupérer l'argent de la fraude. Les Régions doivent être en situation de mieux capter et de mieux gérer les fonds FEDER, FEADER (Fonds européens agricoles pour le développement rural) et d'autres subventions destinées aux Régions (CTE, Fonds social européen,...).

En ce qui concerne le nucléaire, le re-carénage des centrales va coûter très cher Ne parlons pas de l'ouverture des EPR. L'objet du Grand débat c'est de dire à l'État ce qu'on veut et ce qu'on ne veut pas.

Certes nous allons perdre 250 000 emplois dans le nucléaire, mais c'est au bénéfice de 600 000 emplois qui peuvent s'ouvrir grâce à la transition énergétique. Le nucléaire est incontournable pour le moment, mais il faut réfléchir à un rééquilibrage du mix énergétique effectif (i.e. pas uniquement basé sur des effets d'annonce). Baisser la consommation peut conduire à créer des emplois (notamment dans tout ce qui concerne l'isolation et l'innovation dans la construction.

Prenons exemple sur l'Allemagne qui a pendant 10 ans relancé ses centrales à charbon, après l'arrêt de ses centrales nucléaires mais qui a utilisé ce temps pour investir dans l'énergie renouvelable et qui après une dégradation de sa situation en termes d'émissions retrouvera dans quelques années un niveau en baisse par rapport à la situation nucléaire.

Il s'agit de mettre en place une véritable politique régionale. Il faut arrêter la construction des EPR et utiliser l'argent autrement.

Il faut travailler à éliminer les structures pyramidales qui placent les villages tout au bout de la chaîne des décisions.

Il faut cesser de rémunérer le capital au détriment du travail effectif.

Il faut déclarer la transition énergétique « GRANDE CAUSE NATIONALE » pour que la sensibilisation aux enjeux pour la France ait lieu dès l'école et soit partie prenante de l'éducation.